



ENTHOUSIASTE > *Le président de DL est l'un des rares politiques français à avoir félicité le président de Forza Italia*

MADELIN : LE BERLUSCONI FRANÇAIS ?

mentations applicables. Qui s'appuie sur les nouvelles technologies pour faire de l'administration italienne un modèle d'excellence en Europe.

Enfin, une politique audacieuse de transfert de pouvoirs et de ressources aux régions, fondée sur la mise en œuvre concrète du principe de subsidiarité, se traduisant par le renforcement du fédéralisme administratif et fiscal.

En réalité, pour fortes que soient les propositions de Berlusconi, les Italiens s'étaient engagés bien avant les élections de dimanche dernier dans cette direction.

Le chemin parcouru par la Péninsule en quelques années est, en effet, impressionnant. On y a assisté à une véritable révolution culturelle qui a entraîné tous les partis de gouvernement à affronter avec courage la nouvelle donne : l'entrée dans l'euro, la nouvelle économie et la globalisation des échanges.

On ne s'étonnera pas de ce que dans l'Hexagone, à gauche comme parfois dans l'opposition, certains préfèrent occulter cette révolution italienne qui bouscule le politiquement correct français.

Si nous égrenons, à la Prévert, la liste des réformes entreprises par notre voisin transalpin et, qui plus est, par un gouvernement de gauche, conduit par l'ex-communiste Massimo d'Alema, on mesure l'écart avec la France : déficit public réduit de 10 points en dix ans ; nombre de ministères passé de 22 à 12 ; nombre de fonctionnaires

réduit de 300.000 ; engagement d'une réforme du statut général des fonctionnaires au profit de contrats collectifs privés ; réforme des structures du ministère des Finances et institution d'une loi de simplification administrative annuelle ; instauration d'une obligation de service minimum en cas de grève dans les services publics ; engagement de la privatisation des autoroutes, des gares, des aéroports, de l'électricité et de la séparation des activités de chemin de fer ; mise en œuvre d'un fédéralisme administratif et fiscal par l'inscription du principe de subsidiarité dans la Constitution qui définit de façon restrictive les compétences de l'État au profit des Pouvoirs locaux ; engagement d'une réforme des retraites avec l'introduction des fonds de pension ; mesures destinées à favoriser une plus grande flexibilité du marché du travail ; rupture avec la centralisation de l'Éducation nationale et mise sur pied d'une réforme scolaire sur la base d'une très large autonomie des établissements.

Sans oublier la baisse des impôts : 90 milliards environ cette année... Ce vent nouveau qui a soufflé sur l'Italie, les dernières élections ne l'ont pas arrêté. Bien au contraire.

On nous a dit que les Italiens avaient eu le choix entre deux coalitions, celle "de gauche" conduite par Francesco Rutelli, dite "de L'Olivier", et celle "de droite", l'alliance dite "maison de la liberté", conduite par Silvio Berlusconi. Mais il faut le rappeler : si la "maison de la liberté" est acquise aux thèses d'un libéralisme moderne et social, l'alliance de gauche, conduite par Francesco Rutelli - par ailleurs

membre des "libéraux, démocrates et réformateurs européens" -, avait peu de chose à voir avec la gauche Plurielle française.

Leur différence ? C'était moins une différence de nature que d'audace et de vitesse. Dans cette bataille, l'a emporté celui qui répondait le mieux aux aspirations d'une Modernisation forte de l'Italie, celui qui apparaissait le plus déterminé, le plus révolutionnaire.

Un seul exemple : quand Silvio Berlusconi proposait pour les prélèvements obligatoires une réduction de 6 % du PIB et le passage à trois tranches de l'impôt sur le revenu avec un maximum de 33 %, Francesco Rutelli plaidait plus "timidement" - mais ce serait déjà une audace incongrue pour les socialistes français - pour une réduction d'un peu moins de 4 points du PIB, quatre tranches d'impôt sur le revenu avec un maximum de 40 % ! Quelle leçon pour la France!

Les Italiens ont su rompre franchement avec toutes ces pesanteurs conservatrices de gauche comme de droite. Ils ont fait le choix gagnant des quatre révolutions qui permettent aujourd'hui à un pays d'entrer en force dans le nouveau siècle - celles de la fiscalité, de l'éducation, de l'État et des régions.

Ce choix lucide et courageux, c'est celui de tous les pays modernes autour de nous. C'est celui dont la France a besoin. Si ce n'est pas encore le nôtre, c'est qu'il n'a jamais été proposé clairement, franchement. Eh bien C'est le choix que je veux offrir aux Français.

Alain Madelin

LA UNE JUIN 01

"Révolution fiscale d'abord. C'est bien un véritable bouleversement qui est proposé aux Italiens. Qu'on en juge : passer des cent impôts actuels à huit impôts principaux seulement, supprimer l'impôt sur les successions et les donations, réduire le taux maximal de l'impôt sur le revenu à 33 %, diminuer le coin fiscal qui pèse sur les salaires, instaurer un nouveau cadre juridique et fiscal pour dynamiser la nouvelle économie...

Révolution scolaire ensuite, en prônant résolument le parti de la liberté de choix des parents, en recherchant la qualité par la diversité de l'offre, garantie par l'instauration d'un "chèque éducation".

Refondation de l'État, en refondant toute son architecture institutionnelle. Pour lui permettre d'assurer d'abord ses vraies missions, la sécurité des personnes et des biens, au travers notamment de la mise en place d'une police de proximité. Une transformation de l'État qui repose aussi sur l'ouverture d'un grand chantier de recodification pour alléger massivement les lois et les règle-